



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 5, numéro 13
Juillet-Septembre 2022
p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488
<https://doi.org/10.62912/>

ANALYSE STRATEGIQUE DE LA POLITIQUE AGRICOLE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Alain MAHESHE MWINDA

Doctorant et Chef de Travaux à l'Université Pédagogique Nationale/Kinshasa-RDC

RESUME

Cet article souligne le rôle de l'Etat dans le développement agricole. Au stade actuel du développement économique de la R. D. Congo, l'agriculture est le seul secteur qui puisse, avec équité, mettre au travail des milliers de personnes, leur procurer un revenu et créer des plus-values substantielles tout en touchant les couches les plus pauvres de la population (celles du Congo profond).

Il souligne à quel point ce pays dispose d'énormes potentialités agricoles et peut devenir un grenier pour le reste du continent. Et l'objectif spécifique a consisté à ressortir la stratégie, en vue d'améliorer les conditions de vie précaire que mène la population du Congo profond via la province du Nord-Kivu, à travers la politique agricole et des pistes palliatives qui s'imposent face à la situation de pauvreté sur le plan socio-économique.

Mots-clés : *politique agricole, analyse stratégique, pauvreté, réalités socioéconomique.*

ABSTRACT

This article highlights the role of the state in agricultural development. At the current stage of economic development in the D. R. Congo, agriculture is the only sector that can fairly put thousands of people to work, provide them with an income and create additional income. At the present stage of economic development in the D. R. Congo, agriculture is the only sector that can, with equity, put thousands of people to work, provide them with an income and create substantial added value, while reaching the poorest sections of the population (those of the deep Congo).

It underlines how this country has enormous agricultural potential and can become a granary for the rest of the continent. The specific objective was to highlight the strategy for improving the precarious living conditions of the population of the deep Congo via the province of North Kivu, through agricultural policy and the remedial measures needed to address the situation of socio-economic poverty.

Keywords : *agricultural policy, strategic analysis, poverty, socio-economic realities.*

INTRODUCTION

La question de la réduction et/ou de la lutte contre la pauvreté préoccupe l'humanité actuellement. Il s'agit de se rendre compte de la manière dont chaque nation s'organise pour savoir si sa politique de réduire le taux et/ou de lutter contre la pauvreté produit bien ce qu'il est censé produire, c'est-à-dire, aboutit à un résultat escompté. Cette question a trait au rapport entre l'état initial dans lequel se trouve la population et celui observé après, selon les objectifs assignés.

En dépit de son immense potentiel en ressources naturelles, la RDC est un Etat fragile. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant représente moins de 140 dollars USD par ans. Près de 71% de la population (soit 07 ménages sur 10) vivent en dessous du seuil de pauvreté et dans certaines Provinces du pays, le niveau de pauvreté dépasse 80%. Le pays a vu sa position se dégrader dans le classement avec un Indice de Développement Humain (IDH) situé à 0,286, une espérance de vie à la naissance de 48 ans et une durée moyenne de scolarisation de 3 ans et demi (PNUD, 2011).¹

Ainsi, selon la Banque Centrale du Congo², la consolidation de la croissance économique dans notre pays, la R.D Congo, s'est poursuivie jusqu'en 2015. D'où, l'évolution de 5,3% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2006 à 8,5% en 2013 ; 9,5% en 2014 et 9,0% en 2015, la vigueur de l'activité économique est en grande partie soutenue par le secteur primaire,

¹ PNUD, Rapport annuel 2011.

² Banque Centrale du Congo : Rapport annuel 2015.

selon l'approche par l'offre et principalement par l'absorption du point de vue de la dépense.

A l'instar d'autres pays du monde, la R. D. Congo a, en 2000, souscrit aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et, en 2005, a adopté son Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) dont les principaux piliers étaient en phase avec les OMD.

Malgré ces initiatives louables, les progrès sociaux demeurent toujours lents et le pays risque de ne pas être en mesure d'atteindre la plupart des ODD à l'horizon 2025. En effet, la grande majorité de la population n'a pas accès aux services sociaux les plus élémentaires : seulement moins de 50% de la population ont accès par exemple aux besoins primaires de l'homme, notamment : les soins de santé, la nutrition, l'éducation, etc.³

Or, lorsque les citoyens d'un Etat ne sont pas instruits, sont mal nourris et mal soignés ; ils courent le risque de leur destruction et ce manque d'instruction adéquate, constitue une bombe à retardement qui entraîne des conséquences néfastes comme la rébellion sous ses multiples formes. C'est pourquoi, au stade actuel, on assiste à plusieurs phénomènes de banditisme, ce qu'on appelait « Katakata » hier est aujourd'hui appelé « Kuluna » dans presque toutes les provinces de la R. D. Congo.

I. REVUE DE LA LITTÉRATURE

Tout travail de recherche s'inscrit dans un continuum et peut être situé dans ou par rapport à des courants de pensée qui le précèdent et l'influencent. Il est donc normal qu'un chercheur prenne connaissance des travaux antérieurs qui portent sur des objets comparables.⁴ Compte tenu de l'importance du domaine agricole, il y a lieu de préciser, selon Bauer P.

³ INS et UNICEF, MICS- RDC, 2010.

⁴ QUIVY R. et COMPENHOUDT L.V., *Manuel de recherche en sciences sociales*, éd. Dunod, 3^e éd., 2006 p. 42.

T.⁵, que pour les pays sous-développés à l'instar de la R. D. Congo, l'agriculture et ses activités connexes forment souvent une large proportion de l'activité économique.

Bresciani et Valdés⁶ font en particulier ressortir que la contribution de l'agriculture à la réduction de la pauvreté est systématiquement supérieure à la part de l'agriculture dans le PIB. S'agissant des pays qu'ils ont étudiés, la contribution de l'agriculture passe principalement par l'axe du marché du travail. Ils précisent toutefois que les stratégies de croissance fondées sur ces résultats pourraient ne pas être valables dans les cas où l'éventail des productions agricoles ne comprend pas de cultures ou d'activités d'élevage à forte intensité de main d'œuvre. Ce type de stratégie se heurte aussi au fait que, de tout temps, les progrès réalisés dans l'agriculture ont été en grande partie le résultat d'une évolution technique assortie d'économies de main-d'œuvre.

Dans un document qui a servi à l'élaboration du rapport de la Banque mondiale de 2008 sur le développement dans le monde, Ligon et Sadoulet⁷ combinent séries chronologiques et données transversales pour estimer les coefficients de régression liant les dépenses de consommation par décile au PIB agricole et au PIB non agricole. Leurs résultats sont conformes à la théorie selon laquelle la croissance du secteur agricole est nettement plus importante que celle d'autres secteurs pour les ménages classés dans les déciles inférieurs de la distribution des dépenses, c'est-à-dire pour les catégories les plus pauvres de la population. Ils obtiennent des résultats inverses dans le cas des ménages aisés, dont les dépenses sont beaucoup plus sensibles à la croissance non agricole qu'à la croissance agricole, ce qui les amène à conclure qu'ils sont conformes à la thèse selon laquelle la croissance du secteur agricole est favorable aux pauvres.

⁵ BAUER P. T., *L'Application de l'analyse et de la politique économique aux pays sous-développement*, éd. Presse Universitaire Québec, Ottawa, 1988, p. 57.

⁶ BRESCIANI F. et VALDES A., *Beyond Food Production : The Role of Agriculture in Poverty Reduction*, FAO, Rome, 2007.

⁷ LIGON E. et SABOULET E., « Estimating the Effects of Aggregate Agricultural Growth on the Distribution of Expenditures », Document de référence pour le Rapport sur le développement dans le monde 2008, Banque mondiale, 2008.

Christiaensen et Demery⁸ font observer que la contribution de la croissance économique à la lutte contre la pauvreté est susceptible de varier d'un secteur à l'autre au motif que les bénéfices que les pauvres retirent de l'expansion sont plus grands si elle se produit là où ils se trouvent. Il en découle, implicitement, qu'il est difficile de transférer le revenu généré dans un secteur économique ou dans un lieu vers un autre secteur ou un autre lieu, que ce soit du fait de la segmentation du marché ou pour des raisons politiques. Ils constatent eux aussi que la croissance enregistrée dans l'agriculture contribue en moyenne nettement plus au recul de la pauvreté que celle qui est imputable aux secteurs non agricoles.

De même, Montalvo et Ravallion estiment que le véritable moteur du succès spectaculaire obtenu par la Chine dans sa lutte contre la misère a été le secteur primaire, et non pas les secteurs secondaire (manufacturier) ou tertiaire. Ils concluent que l'idée selon laquelle ces secteurs jouent tous trois un rôle dans le combat contre la pauvreté en Chine est discutable, car ils n'ont trouvé que très peu de données attestant l'incidence de la croissance obtenue en dehors du secteur primaire.

Dambisa Moyo parlant de l'aide, affirme que l'assistance financière a été et continue d'être pour la grande partie du monde en développement un total désastre sur le plan économique, politique, et humanitaire. Selon elle, entre 1970 et 1988, quand le flux de l'aide en Afrique était à son maximum, le taux de pauvreté des populations s'est accru de façon stupéfiante : il est passé de 11% à 66%. Cherchant à expliquer le pourquoi de l'élévation ce taux de pauvreté, l'auteur s'est adressée directement aux différents gouvernements concernés en ces termes : l'aide est facile à subtiliser, elle encourage la corruption à grande échelle et fragilise le pouvoir, objet des plus vives convoitises. Plus grave encore, l'aide sape l'épargne, les investissements locaux, la mise en place d'un vrai système bancaire et l'esprit d'entreprise.

⁸ CHRISTIAENNSSEN L. ET DEMERY, L., *Down to Earth Agriculture and poverty reduction in Africa*, Groupe de la Banque mondiale, 2007.

Elle termine sa réflexion en proposant une série de mesures souvent assez radicales pour sortir de la spirale d'aide qui engendre la pauvreté.⁹

Quant à Anne-Cécile Robert dans son ouvrage intitulé « L'Afrique au secours de l'occident », elle se pose une question de savoir : lutte contre la pauvreté ou lutte pour les pauvres ? Pour éclairer l'opinion sur ce point, elle affirme que depuis la seconde moitié des années 1990, les bailleurs de fonds internationaux et les pays donateurs affichent la lutte contre la pauvreté comme objectif central de leur politique en vers les pays du sud. Derrière un apparent souci d'efficacité dans la lutte contre la misère, cette attitude a, en réalité pour fonction essentielle, de légitimer l'ordre mondial et de faciliter son fonctionnement. Parlant de l'importance économique de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté, Cervantes-Godoy D. et J. Dewbre¹⁰, montrent que plus il y a définition des bonnes politiques agricoles plus grand sera la réduction de la pauvreté dans les zones rurales.

Au regard de toutes ces études qui, d'une façon ou d'une autre, nous ont aidés à recadrer l'objet de notre recherche. En ce qui nous concerne, notre apport consiste en ce que nous abordons un aspect très particulier concernant la lutte contre la pauvreté en R. D. Congo à travers le secteur agricole qu'il faut absolument chercher à valoriser car permettra au pays de réduire, sur le plan social et économique, le taux de pauvreté.

Tableau n°1 : Evolution annuelle de la production du bois de 2006 à 2012 (en m3)

Années	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Total	182282	251898	187361	147953	228479	216899	220177

Source : Banque Centrale du Congo

⁹ Document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté volume 1, 2011-2015, p. 8.

¹⁰ CERVANTES-GODOY D. et J. BROOKS J., « Smallholder Adjustment in Middle-Income Countries : Issues and Policy Responses », Documents de travail de l'OCDE sur l'alimentation, l'agriculture et les pecheries, n°12, OCDE, Paris, 2008.

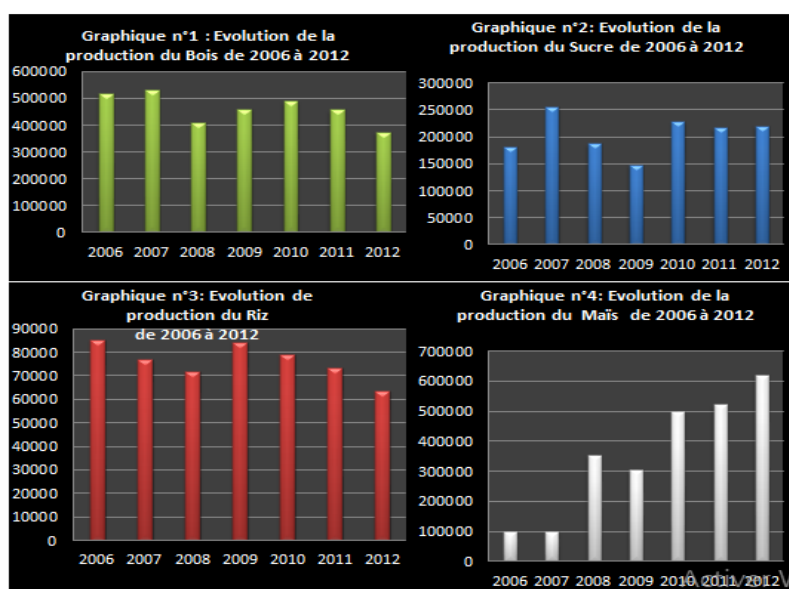
Tableau n°2 : Evolution annuelle de la production du sucre de 2006 à 2012 (en tonnes)

Années Produits	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Sucre	85458	76722	71868	84452	79069	73593	63321
Riz	519233	530196	411212	460344	489745	457761	376600
Maïs	99121	96391	335066	309181	497537	522133	619942

Source : Banque Centrale du Congo

Au regard de ces graphiques, il se dégage que l'année 2007 est modale en terme de production du Bois et du Maïs mais les autres années ne démontrent pas une forte variation considérable de la production du Maïs, et alors celle du Bois n'a pas connue une grande augmentation 2012 et en 2009 la production a connu une forte baisse de 70,25%. La production du sucre est en hausse de 14% en 2012 par rapport à 2011. De même pour celle de riz, l'évolution est positive et assez considérable, augmentant de l'année 2006 à 2012. Soit 520821 tonnes qui représentent 525,4% d'augmentation.

Graphique n°1. Evolution de la production du bois de 2006 à 2012



Source : Auteur à l'aide de l'Excel sur base des données de la Banque Centrale du Congo.

II. METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Pour analyser l'impact de la politique agricole dans la lutte contre la pauvreté au Congo profond/Nord-Kivu, nous examinons successivement la présentation des variables, la spécification économétrique du modèle de recherche, l'analyse de données utilisées et la présentation des résultats.

II. 1. Présentation des variables du modèle

II. 1. 1. Variable expliquée

Le taux de pauvreté retenu est comme notre variable expliquée. Il est considéré comme variable endogène et va mesurer le niveau de la pauvreté dans la province de Nord-Kivu sur la période allant de 1995 à 2021.

II. 1. 2. Variables explicatives

La politique agricole est appréhendée par la production agricole par travailleur. Cette production agricole prendra en compte l'ensemble de production (maïs, Bois, Riz et Sucre...) réalisée dans la province de Nord-Kivu sur la période allant de 1995 à 2021. La production non agricole par travailleur sommera l'ensemble de production réalisée en dehors de l'agriculture par travailleur de la province de Nord-Kivu sur la période allant de 1995 à 2021. Les envois de fonds par travailleur sont considérés comme des transferts d'argent effectués par des personnes à une autre partie. Ces transferts correspondent à la part des revenus gagnés à l'étranger que les migrants rapatrient chez eux. Pour notre cas, ils correspondent aux transferts effectués soit par les non-résidents aux résidents de Nord-Kivu.

II. 2. Spécification économétrique du modèle de recherche

La spécification économétrique est donc l'étape dont l'objectif est de traduire en langage économétrique la relation entre les trois variables explicatives retenues et le taux de pauvreté sous analyse. Pour les besoins de la spécification, nous utiliserons les indicateurs des variables retenus dans l'équation que voici :

$$TxP_t = \beta_0 + \beta_1 \ln AgGDP/wk_t + \beta_2 \ln NonAgGDP/wk_t + \beta_3 \ln Remit/Capita_t + \varepsilon_t$$

Où :

- β_i correspond au vecteur des coefficients du modèle à estimer ;
- t correspond à l'indice temporel couvrant la période de 1995 à 2021 et ;
- ε correspond au terme d'erreur ou variable résiduelle.

II. 3. Présentation des résultats

Dans cette phase de notre étude, nous allons présenter les principaux résultats de l'analyse de l'impact de la politique agricole dans la lutte contre la pauvreté. Pour se faire, nous présentons les résultats de l'analyse sous cinq formes : les statistiques descriptives, la matrice de corrélation et les graphiques de nuage des points.

II. 3. 1. Statistiques descriptives

La force de la statistique est qu'on n'est pas obligé d'étudier toute la population. Il est possible de tirer des conclusions sur une population, à partir d'un échantillon suffisamment représentatif. Et comme les données ne sont pas intelligibles, nous recherchons la synthèse. La démarche première pour synthétiser les données consiste à calculer les paramètres de description, d'où la statistique descriptive.

Tableau 3. Les statistiques descriptives de l'ensemble des données

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Variables	Nombres d'observations	Moyennes	Ecart-types	Valeurs minimales	Valeurs maximales
Taux de pauvreté	27	74.14	6.78	61.6	90.00
Production agricole	27	17.13	1.01	14.44	18.03
Prod. non agricole	27	18.05	0.54	16.58	18.69
Envois des fonds	27	18.94	1.06	16.92	20.73

Source : Les auteurs de l'article à l'aide du logiciel Stata 14.2.

La lecture du tableau ci-dessus, présente globalement les principales statistiques descriptives de données brutes de notre travail. De manière générale, pour un ensemble de 27 observations, l'étude s'étale sur une période allant de 1995 à 2021 dans la Province du Nord-Kivu, les résultats obtenus montrent que :

a. Variable endogène : le taux de pauvreté

Le taux de pauvreté au minimum et au maximum sont respectivement de (61.6%) et (90%). La moyenne représente (74.14%) et un écart-type (6.78%).

b. Variables explicatives

Le ln de la production agricole au minimum et au maximum sont respectivement de (14.44\$) et (18.03\$). La moyenne représente le (17.14\$) et un écart-type de (1.01\$). La production non agricole au minimum et au maximum sont respectivement de (16.58\$) et (18.69\$). La moyenne représente le (18.05\$) et un écart-type de (0.54\$). Les envois de fonds au minimum et au maximum sont respectivement de (16.92\$) et (20.73\$). La moyenne représente (18.94\$) et un écart-type de (1.06\$).

II. 3. 2. Matrice de corrélation

L'analyse de corrélation montre que, la production agricole est significativement et négativement corrélée au taux de pauvreté comme l'indique le tableau n°2 ci-dessous. Ceci laisse présager qu'une augmentation de la production agricole entraîne une baisse du taux de pauvreté.

Par contre, la production non agricole a une relation positive avec le taux de pauvreté, mais cette relation n'est pas significative. Et aussi, une relation négative et non significative avec la production agricole. Ceci indique qu'une augmentation de la production non agricole entraîne aussi une augmentation mais non significative de la pauvreté.

Outre les envois des fonds, la matrice de corrélation nous fait voir que cette variable a une relation positive et significative avec le taux de pauvreté. Ceci indique que plus on envoie des fonds, ceci maintient la population dans la pauvreté. Une relation négative et significative entre les

envois des fonds et la production agricole, ce qui explique qu'une augmentation des fonds envoyés entraîne une diminution de la production agricole.

Précisons que, puisque le taux de pauvreté est corrélé à ces variables soit de manière positive ou négative, cela ne veut pas dire nécessairement que ces variables causent la variation de la pauvreté, ou ont nécessairement un effet direct sur le taux de pauvreté.

Tableau 4. Corrélations simultanées entre les variables

	(1)	(2)	(3)	(4)
	Tx pauvreté	P. agricole	Non agricole	Envois
Tx pauvreté	1			
P. agricole	-0.7374***	1		
Non agricole	0.1907	-0.2637	1	
Envois	0.7239***	-0.5879**	0.3001	1

* $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$

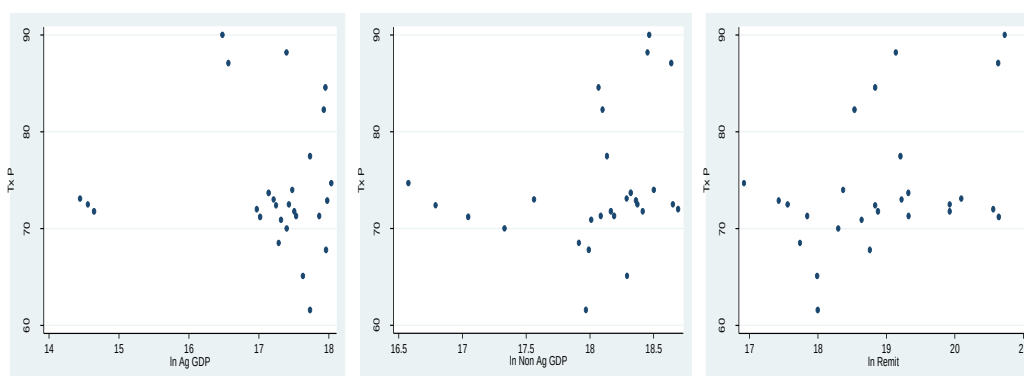
Source : Les auteurs de l'article à l'aide du logiciel Stata 14.2.

II. 3. 2. Analyse graphique (nuage des points)

L'outil graphique (ou le diagramme de dispersion ou graphique nuage de points) est le plus adapté et indiqué pour débiter l'étude de corrélation. Après l'avoir réalisé, la forme du nuage des points renseigne à partir d'un simple coup d'œil sur le type d'une éventuelle liaison entre les variables corrélées. Plusieurs situations sont possibles.

Et dans le cadre de notre travail, les graphiques ci-dessous, nous indiquent dans quel sens évoluent le taux de pauvreté et les variables explicatives du modèle.

Graphiques de corrélation entre le TxP et les variables explicatives (nuage des points)



Source : Auteur à l'aide du logiciel Stata 14.2

La figure 1 : nous fait voir d'un simple œil que le taux de pauvreté croît dans le sens opposé que la production agricole. La figure 2 : Dans cette figure, on observe une évolution négative entre le taux de pauvreté et la politique non agricole cela veut simplement dire que plus les investissements non agricoles accroissent, le taux de pauvreté baisse. La figure 3 : En revanche, le taux de pauvreté évolue toujours dans le sens contraire avec la variable explicative envois des fonds.

Tableau 5. Résultat de l'estimation du MCE (Dynamique de court terme)

	(1)
VARIABLES	D(TxP)
D(lnAgGDP)	-0.307
	(0.253)
D(lnNonAgGDP)	-1.100**
	(0.003)
D(lnRemit)	-1.230**
	(0.047)
L(DlnAgGDP)	-0.782***
	(0.003)

L(DlnNonAgGDP)	-3.507
	(0.264)
L(DlnRemit)	3.455
	(0.135)
L(DTxP)	0.992*****
	(0.001)
L(Res)	-0.828***
	(0.005)
Constant	27.752***
	(0.000)
Observations	27
R-squared	0.6779

Standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Source : Auteur à l'aide de logiciel Stat 14.2

Pour analyser si réellement la politique agricole constitue une bonne stratégie dans la lutte contre la pauvreté en RDC, à travers les réalités du Congo profond, nous procédons donc à l'interprétation des résultats obtenus dans le modèle à correction d'erreurs (long terme et court terme) pour les différentes séries étudiées afin de juger de la conformité des résultats avec la théorie économique.

La représentation du modèle à correction d'erreurs que nous venons d'estimer pour le cas de notre étude est cohérent, cela se justifie du fait que, le coefficient du résidu retardé qui représente la force de rappel vers l'équilibre de long terme, est négatif (-0,828) et est statistiquement significatif au seuil de 5%. En outre, sa valeur se situe à l'intervalle de -1 à 0.

Lorsqu'on se place dans le long terme, seul le coefficient de la politique agricole est significatif au seuil de 5% et a un impact négatif sur le taux de pauvreté. Ceci est pareil dans le modèle de court terme sauf qu'à ce niveau la variable n'est pas significative au seuil de 5% et perd ainsi dans ce modèle un peu de son pouvoir explicatif.

Le résultat du test de t-student montre alors que la baisse du taux de pauvreté s'explique mieux par les effets à long terme de la politique agricole. Ce qui est logique vu le délai qui existe entre le moment où l'on ressent ses effets. En observant les élasticités, on remarque que dans le long terme l'influence de la politique agricole est plus importante que dans le court terme.

Dans le long terme une augmentation de 10% de la production agricole ($\ln AgGDP$) fait baisser le taux de pauvreté de ($\beta_4/\beta_7 = -0.78/0.992$) de 7.86% alors que dans le court terme pour la même variation de la production agricole ne fait baisser le taux de pauvreté que de 3.07%. En somme, on peut dire que la pauvreté diminue dans la mesure où des bonnes politiques agricoles sont mises en place et sont observées.

Lorsque l'Etat en particulier et les privés en général prennent de plus en plus conscience et décision d'investir dans le secteur agricole, cela présente, pour la population de la Province du Nord-Kivu, un atout majeur et constitue ainsi une stratégie de l'Etat dans la lutte contre la pauvreté dans cette partie du pays.

A court terme, les deux variables restantes impactent aussi négativement le taux de pauvreté, il s'agit de la politique non agricole et les envois des fonds. Nous pouvons donc conclure partiellement que toutes les deux constituent les déterminants dans la lutte contre la pauvreté.

CONCLUSION

Au terme de notre article portant sur « la politique agricole : une stratégie de l'Etat pour lutter contre la pauvreté en R.D. Congo », un regard sur les réalités socio-économiques dans le Congo profond en général et le cas de la Province du Nord-Kivu précisément en particulier, a fait l'objet de nos recherches étalées sur la période allant de 1995 à 2021.

Notre article s'est fixée comme objectif d'identifier et de vérifier comment la politique agricole pouvait contribuer, une fois considérée comme stratégie, dans la lutte contre la pauvreté en RD Congo en général et particulièrement au Congo profond (Province du Nord-Kivu).

Les investigations menées à ce sujet montrent clairement que la pauvreté, considérée par les pays dits « en développement » comme plus qu'un état de privation tel qu'observé au stade actuel, est un phénomène de nature pertinentement dynamique et nécessite une étude approfondie pour en dégager les tenants et les aboutissants sur le plan socio-économique y relatifs.

Au terme de cette étude, il est possible de tirer quelques enseignements clefs sur la politique de lutte contre le phénomène de la pauvreté qui ronge la population congolaise appartenant à un pays, paradoxalement et scandaleusement, riche sur presque tous les plans.

Ainsi, cette étude aura permis en effet, de mettre au clair la valeur intrinsèque de la politique agricole en RD Congo et ses différents effets d'entraînement sur plusieurs facettes de son application et susceptibles de renforcer d'autres politiques existantes dans le cadre de lutte contre la pauvreté au pays.

Après examen de nos trois hypothèses ci-dessus, nous pourrions les affirmer étant donné que les résultats sont conformes aux signes attendus selon nos anticipations. Car, en effet, le signe du coefficient de $\ln$ de la production agricole par travailleur ($\ln AgGDP/wk$) est négatif ce qui signifie que la bonne politique agricole baissera réellement le taux de pauvreté et par ricochet améliorera les conditions de vie de la population du Nord-Kivu. Porte également un signe négatif, le coefficient de $\ln$ de la production non agricole par travailleur ($\ln NonAgGDP/wk$) ce qui implique qu'une bonne politique non agricole pourra certainement réduire le niveau de pauvreté.

Egalement, le signe du coefficient des envois de fonds par travailleur est négatif car ces envois aux travailleurs agricoles ouvrent effectivement la voie à des transformations rurales majeures. Ceci, respectivement par l'élargissement de leur activité de production pour les uns, d'une part, et relancer le financement pour les autres afin de gagner un revenu qui leur permettra d'améliorer leurs conditions de vie, d'autre part.

En définitif, adopter la politique agricole comme la stratégie de lutte contre la pauvreté, valorisera la production locale et fera en sorte que la population puisse se retrouver dans l'abondance et donnera lieu à un surplus

économique (du producteur ou du consommateur selon le cas). Ceci rendra ce pays, économiquement riche en ressources naturelles, malheureusement qualifié de « pauvre » suite au manque des politiques adéquates et efficaces.

Eu égard à ce qui précède, nous nous proposons de formuler à l'endroit des Autorités congolaises, ces quelques recommandations thérapeutiques à la situation de la pauvreté patente, qui se pose aujourd'hui avec acuité dans le pays de façon générale et au Congo profond de façon particulière.

Ainsi, l'Etat congolais doit impérativement muser sur les différentes politiques proposées par les chercheurs dans tous les domaines tant sur le plan politique, socio-économique, culturel que moral. Tout ceci, en mettant un accent particulier sur l'éthique de la population.

Face aux atouts disponibles, nous suggérons également que l'Etat congolais fasse asseoir, à travers toutes les Provinces de l'étendue nationale, une bonne politique de valorisation du système agricole, gage du développement socio-économique en R.D. Congo. Ainsi, notre économie sera diversifiée par l'essor de l'agriculture-vecteur du développement du pays, ce qui redonnerait au secteur agricole son rôle traditionnel et favorisera la prise en charge de la population par la création des emplois pour éviter le chômage et la paresse. Car la pauvreté est perçue aussi en termes d'absence de services satisfaisant autour desquels les ménages trouveraient raison d'organiser leur vie.

Dans cette logique, il s'agit ici notamment prioriser les services de santé, éducation, sécurité sociale, route, eau potable, moyen et voies de communication, électricité, transport, terre cultivable, élevage pour ne pas toujours dépendre de l'extérieure, parce que la main qui donne est toujours au-dessus de celle qui demande. Ceci étant, l'Etat doit mettre sur pied une structure de suivi et de gestion fiable par rapport aux emplois créées.

En outre, le Gouvernement congolais doit créer une classe moyenne qui, selon notre recherche, serait un palliatif adéquat aux inégalités sociales avec ses conséquences néfastes. Il doit faire appel aux investisseurs

étrangers pour venir investir dans notre pays tout en jouant sur la politique fiscale qui va les inciter.

L'Etat congolais doit encourager les Investisseurs nationaux comme internationaux dans tous les domaines via les actions de développement communautaire pour le développement intégral afin de lutter contre la pauvreté dans notre pays et particulièrement dans le Congo profond.

En outre, le Gouvernement doit aussi de son côté doter également aux communautés locales une main forte en matière de don ou de subvention pour la réalisation de leurs objectifs dans le but de subvenir aux multiples besoins face aux ressources limitées.

En fin, la bonne gouvernance, sans laquelle aucun Etat ne peut se développer, devrait absolument être privilégié par les autorités de chaque nation pour une meilleure solution au problème de lutte contre la pauvreté qui gangrène presque le monde entier au stade actuel.

En effet, le manque des infrastructures de base casse le maillon de liaison de la production agricole au marché qui peut les permettre de développer leurs milieux ruraux. Faute de revenu consistant, la population du Congo profond se contente de l'économie de subsistance.

En attendant de placer l'homme qu'il faut à la place qu'il faut, la population a développé un système d'auto-prise en charge dans un premier temps. L'agriculture doit être considérée comme une arme de construction massive dans les milieux ruraux car les résultats peuvent être facilement boostés le reste de l'économie nationale étant donné que la quasi majorité vit dans les milieux ruraux plus de l'agriculture. Et si on s'occupe de l'agriculture on les touche immédiatement.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Banque Centrale du Congo : Rapport annuel, 2015.

BAUER P.T., *L'Application de l'analyse et de la politique économique aux pays sous-développement*, éd. Presse Universitaire Québec, Ottawa, 1988.

- BRESCIAI F. et VALDES A., *Beyond Food Production : The Role of Agriculture in Poverty Reduction*, FAO, Rome, 2007.
- CARITAS CONGO, *Plan stratégique*, 2013-2017.
- CARITAS CONGO, *Rapport annuel*, 2004.
- CARITAS CONGO, *Rapport annuel*, 2016.
- CERVANTES-GODOY D. et J. BROOKS J., « Smallholder Adjustment in Middle-Income Countries : Issues and Policy Responses », Documents de travail de l'OCDE sur l'alimentation, l'agriculture et les pecheries, n°12, OCDE, Paris, 2008.
- CHRISTIAENNSSEN L. et DEMERY L., *Down to Earth Agriculture and poverty reduction in Africa*, Groupe de la Banque mondiale, 2007.
- CONGREGATION POUR LES EVEQUES, *Apostolorum successores*, Vatican, 2004.
- CONGREGATION POUR LES INSTITUTS DE VIE CONSACREE ET LES SOCIETES DE VIE APOSTOLIQUE, *Scrutez (Aux consacrés et consacrées en quête des signes de Dieu)*, Ed. Médiaspaul, Kinshasa, 2015.
- DEMBELE U., *L'Afrique face au défi humanitaire, fondation partage*, Ed. Présence africaine, Paris 2000.
- Document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté volume 1, 2011-2015.
- EKWA bis ISAL M., *Les organisations non gouvernementales chrétiennes et le développement intégral du Zaïre, éthique chrétienne et société africaine*, éd. Kinshasa, 1987.
- FUMUNZAZA G. T., « Notes de cours de Recherche opérationnelle », L1/UPN, 2018-2019.
- GILLI M., *Economie du développement*, Ed. de Boeck-wesemael, Bruxelles, 1990.
- GRAWITZ M., *Les méthodes en sciences sociales*, Ed. Dalloz, Paris, 2001.
- <http://fr.m.wikipedia.org/wiki/>, « Pauvreté ou misère ».
- <http://www.undp.org/idcs/fr>, « la pauvreté ».

- INS et UNICEF, MICS- RDC, 2010.
- INSTITUT NATIONAL DES STATISTIQUES, *République Démocratique du Congo*, 2010.
- IRMA ADELMAN, "Economia" in *Lexique économie*, Ed. Dalloz, Paris, 1995.
- JOURNAL OFFICIEL (numéro spécial), Loi n°004 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales aux Associations Sans But Lucratif et aux Etablissements d'Utilité publique.
- KAKULE M. E., *Micro-crédit et amélioration de la situation socio-économique de la population du Nord-Kivu*, FASEG/UPN, 2012-2013.
- KI-ZERBO J., *Eduquer ou périr*, Ed. L'Harmattan, Paris, 1990.
- Larousse Dictionnaire Encyclopédique illustré, Paris, 2002.
- Larousse Encyclopédie de la langue française.
- Larousse, Ed. società per Azioni 1998.
- LIGON E. et SABOULET E., « Estimating the Effects of Aggregate Agricultural Growth on the Distribution of Expenditures », Document de référence pour le Rapport sur le développement dans le monde 2008, Banque mondiale, 2008.
- LOZOLELE N. L., *Congo-Kinshasa : combattre la pauvreté en situation de post-conflit*, Ed. L'Harmattan, Paris 2002.
- MAISO E., *Dictionnaire d'économie et des sciences sociales*, Ed. Nathan, 2000.
- MAMBA K. C., « Fondements de partenariat entre Associations Sans But Lucratif (ASBL) congolaises et l'Etat. Considérations fiscales et implications socioéconomiques pour une économie solidaire », dans *C.R.I.D.U.P.N.*, vol. I, 001, 2016.
- MAMBA K. C., « Notes de cours d'économie des pays en développement », G2 UPN/Ngaliema, 2013-2014.
- MARYSSE S., *La pauvreté urbaine en Afrique subsaharienne, le cas de Kinshasa*, Antwerpen-Universitas, Leuven, 1999.
- MASHALA B. G., *Stratégies de réduction de la pauvreté. Dynamiques participatives de l'Eglise Catholique et des Organisations de Base en RD Congo*, Ed. Aleph, Firenze, 2008.

- MAVILA M. L., « Croissance pro-pauvre comme voie de réalisation des OMD en RDC », Mémoire en économie mathématique, FASEC/UNIKIN, 2009-2010.
- Micro-Robert, Ed. L.E.G.O.S.P.A., 1988.
- MINISTERE DU PLAN, Document de stratégie de réduction de la pauvreté, Kinshasa 2006.
- MOLIFE M. J.C., *Réduction de la pauvreté par la politique monétaire et la microfinance en République Démocratique de Congo*, IHE, Paris, 2016-2017.
- MOUHAMHE D, *Pauvreté, Démocratie et Développement humain : enjeux et perspectives dans le cadre du non partenariat pour le développement de l'Afrique*, Université de Sorbonne, Paris, 2001.
- ONU, *Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*.
- ONU, *Déclaration sur le droit au développement*, 1986.
- PAPE FRANCOIS, *Deus caritatis est*, Ed. Vaticano, Rome
- PAPE FRANCOIS, *Exhortation apostolique Evangelii Gaudium*, Libreria editrice Vaticana-Médiaspaul, Kinshasa, 2014.
- PNUD, Rapport annuel 2011.
- PNUD, *Rapport annuel* 2011.
- PNUD, *Rapport mondial de développement humain*, Paris, 2000.
- PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, 1991, Paris.
- QUIVY R. et COMPENHOUDT L.V., *Manuel de recherche en sciences sociales*, éd. Dunod, 3è éd., Paris, 2006.
- SAWADOGO et al., *Profil de la pauvreté au Burkina Faso, une approche qualitative et quantitative, (rapport à la Banque Mondiale)*, Université d'Ouagadougou, 1995.
- UNESCO, *La pauvreté, une fatalité*, Ed. UNESCO/Karthala, Paris, 2002.
- wikipedia.org/wiki/, Inégalité de revenu dans le monde ».
- www.bienvenueenb.cap/.../Richibuto, « Travail et développement ».